

Ville de Marrakech

Africités 2018

Compte rendu de la session déroulée dans la salle : Erfoud / SOU 33

Séance ordinaire du 22 novembre/14 :30

Les intervenants de différente nationalité sont réunis en salle : Erfoud, le jeudi 22 novembre 2018 à 14 :30 jusqu'au 17 :30, pour traiter le thème : les plans d'action pour l'accès à l'énergie renouvelable et le climat (PAAEDC) en Afrique Subsaharienne ; quels sont les ingrédients clés ? Sous la tutelle principale de la Convention des maires en Afrique Subsaharienne en association avec l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME). Le président de la session était Peta Wolpe

Panel d'intervenants :

Etaient présents :

Nom et prénom	Fonction
Peta Wolpe	Energie Durable Afrique – CoM SSA
Vanessa Vovor	Project officer implementation & promotion
Naguib Amin	Clima-Med
Irene Pinedo	European Commission Joint Research Centre (JRC)

La convention des maires en Afrique Subsaharienne était fondée par l'Union européenne en 2008.

Dans le cadre de la Convention des Maires en Afrique subsaharienne (CdM ASS), les autorités locales et régionales sont invitées à s'engager volontairement à mettre en œuvre des actions climatiques et énergétiques sur leur territoire et à convenir d'une vision à long terme pour s'attaquer à trois piliers (accès à l'énergie, atténuation et adaptation).

Elle vise aussi à:

Pousser les maires de trouver des solutions aux problèmes de climat ;

Renforcer la capacité de résilience chez les habitants

Développer des actions efficaces pour mettre les pays en voie de développement sur la feuille de route de réussite ;

Exalter les maires à édicter et ériger des plans d'actions pertinents pour faire sortir le territoire du carcan de déficit énergétique ;

Référence de lecture s'attache à configurer et planifier un engagement spécifique axé sur les trois piliers de l'accès à l'énergie, adaptation et atténuation. Les politiques d'engagement sont édictées dans le rapport de l'PAAEDC. Support technique / argent / avoir une ville durable et résiliente.

Les bénéficiaires de l'initiative au niveau d'Afrique sont 132 villes et 34 pays. 7000 signataires en Italie / Espagne principalement. La convention des maires ne va pas aider ceux qui sont déjà en avance en Europe.

Question :

Pourquoi les villes et pourquoi les collectivités locales ?

Urbanisation très forte et doublement de population d'ici 2040 et 3 milliards de personnes en 2070.

Sécheresse, siccité, et une grande part du secteur informel dans les pays africains. Forte pauvreté, bidonville et énergie modestement limitée. L'accès à l'énergie (32%), un revenu moins important rend son abordabilité plus terrifiante. Problème de transport principalement un problème d'infrastructure.

C'est une plus grande priorité pour les collectivités locales de délaisser tous ces problèmes mentionnés. Il faut faire appel à des gisements d'énergie sobre en carbone.

Donner des possibilités à l'échelle locale pour promouvoir un mode durable et une réponse au changement climatique. Pour cela travailler avec les acteurs locaux (université, pouvoir local, ONG).

Massive data challenge.

POURQUOI SEACAP ?

3 piliers : atténuation / adaptation / accès à l'énergie

=> 10,21% de la population mondiale souffre de manque d'énergie.

=> Réduire CO2 / augmenter la résilience / augmenter la sécurité, l'énergie durable.

Emission / risque et vulnérabilité / évaluation à l'accès d'énergie.

Support politique fort / engagement pour des buts ambitieux/ priorisation des actions / action avant 2030 / gouvernance / engagement auprès des citoyens des investisseurs / financement.

Atténuation:

Grande différences entre les émissions mondiales et les émissions subsahariennes. Il faut agir dans les secteurs le plus polluants en CO2: transport / tertiaire / résidentiel

Questions :

Comment collecter les données pour le marché local / national / régional.

ADAPTATION

Définir les risques : stress hydrique / problèmes de santé/ réduction du stock de poisson et des rendements agricoles.

Accès à l'énergie :

Plus de 50% de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Don il faut assurer que l'approvisionnement en énergie soit plus sécurisé, soutenable, et abordable.

DEBAT :

Problème du financement : analyse au préalable mais sa mise en œuvre pour les partenaires prêt à financer ?

Engagement politique qui puisse aider les gens à investir eux mêmes dans l'énergie durable.

Apport de 1 à 4 entre énergie conventionnelle et énergie renouvelable.

Changement de comportement : à la fois collectif et individuel.

Expertise France : lourdeur des guide-ânes : quelle répliquabilité ? Quel engagement pour les populations (quels moyens pour assurer cet engagement) ?

Adaptation et atténuation, on laisse un peu l'accès à l'énergie.

Energie renouvelable : technologies de pointe ?

Comment les appliquer sur une petite commune ?

Pas de simple réponse à donner : dépend pour les plus ou moins grandes villes par exemple.

Il faut un engagement des investisseurs et des citoyens.

Maire d'une ville de 60000 habitants en Cote d'ivoire : évolution et disparition végétale / maladies liées à la salubrité.

Question des financements :

Problème de déchets / insalubrité. Lien avec l'énergie (ex : utiliser les gaz pour créer de la thermo énergie).

Comment lever les fonds nationalement ou alors personnellement ?

Commune au sud-est du Maroc : commerce végétal (acacia) / sécheresse : digue et canaux pour l'utilisation crue / collecte des déchets / énergie renouvelable : énergie solaire

Financement : partenaires locaux : MDH ministère agriculture / fond des nations unies.

Convention en 2015 après la COP mais depuis plus de 10 ans avant.

Pas les capacités pour aller dans chacune des villes signataires.

Tout le monde doit participer car de toute façon on ensemble subit la chose. Partage des outils sur le site web.

Problème déchets / assainissement / santé = pas de plan. Il faut en créer un.

Bénin : il faut avoir une ligne budgétaire / prélever des taxes (véhicules, trains, bus) pour créer des fonds pour cela. Il faut avoir un cadre compétent au sein de la collectivité qui ne fait que ça : problème de la formation et du temps. Transferts de fond du gouvernement local. Construction avec prise en compte du changement climatique. Intégrer cette question dans les politiques. Nécessité d'intégrer le secteur privé, qui sera le premier gagnant car ils seront prestataires de service. S'il y a un plan, il y aura des financements.

Plan d'action adéquat ? Variation pour comparer avec les objectifs du CESEAP. Adaptation possible.

Bâtir sur les expériences des communes = énergies renouvelables / transport. Le but n'est pas de repartir à zéro. Le réseau entre les maires est très important. Beaucoup de villes en Afrique ont déjà commencé un processus de mise en œuvre de mesures pratiques. Ex : Kampara en Ouganda / Dakar / Cape Town / Oujda avec amélioration des déchets municipaux, récupération des gaz... Echange technique autour de solutions déjà mises en œuvre.

Accès à l'énergie durable ... et durablement. Plan : nécessité de s'investir soi même : faire en sorte que les citoyens s'investissent.

Maroc : tentative avec Rabat pour la valorisation des déchets en réduisant les nuisances et les GES / Oujda

Problème de la centralisation : il faut laisser des prérogatives pour les communes.

=> Les difficultés des municipalités pour les financements, faire les plans.

=> Comment peut on permettre aux gens de s'investir : intégrer ça dans le plan.

Méthodologies diverses. Il faut trouver des voies différentes pour cela.

Encourager le secteur privé + moyen de taxe pour les collectivités locales

Importance de l'énergie solaire.

Améliorer les conditions de vie tout en respectant les générations futures.

Energie et climat Yaoundé : avoir une lecture objective et véritable de sa ville. Il faut avoir une bonne lecture pour adaptation, atténuation et accès. Il faut de la DATA. Ce sont tous des outils de planification.

Demande d'une coopération entre les acteurs locaux et internationaux.

Potentiel du vent, solaire, des déchets à utiliser dans les régions sèches. Mais on a aussi besoin de l'approche de développement par le bas.

Recommandations :

- Conscience et partage d'expérience ;
- Besoin de financement chez les collectivités locales pour développer des plans d'action ;
- L'engagement citoyen pour que les changements s'opèrent au niveau local et que les plans d'action soient plutôt opérationnels ;
- La formation des cadres qualifiés capables de sensibiliser non seulement les citoyens mais aussi les gouvernements locaux à la question du changement climatique ;
- L'engagement des maires dans la convention Afrique subsaharienne, pour capitaliser les efforts à travers un réseau d'élus ;

Marrakech

Africities 2018

SOU33: "Action Plans for Access to Renewable Energy and the Climate (PAAEDC) in Sub-Saharan Africa; what are the key ingredients?"

Report on the session held in "Erfoud" room

Regular meeting of 22 November 2018 / 14:30

Stakeholders of different nationalities met in the “Erfoud” room, on Thursday 22 November 2018 from 14:30 to 17:30, on the theme: of “Action plans for access to renewable energy and the climate (PAAEDC) in Sub-Saharan Africa; What are the key ingredients?”, under the primary supervision of the Covenant of Mayors in Sub-Saharan Africa in association with the “Environment and Energy Control Agency (ADEME, France). The Chairperson of the session was Peta Wolpe.

Panel of speakers:

Were in attendance:

Name	Function
Peta Wolpe	Sustainable Energy Africa - CoM SSA
Vanessa Vovor	Project Execution & Promotion Officer
Naguib Amin	CLIMA-Med
Irene Pinedo	European Commission Joint Research Center (JRC)

The Covenant of Mayors in Sub-Saharan Africa was founded by the European Union in 2008. Under this covenant, local and regional authorities are invited to voluntarily commit to implementing climate and energy actions on their territory and agree on a long-term vision to tackle three pillars (energy access, mitigation and adaptation).

The covenant also aims at:

- Pushing mayors to find solutions to the problems of climate;
- Strengthening the capacity of resilience among residents.
- Developing effective measures to put the country on track of development on the roadmap of success;
- Encouraging mayors to enact and build relevant action plans to get their territory out of the energy deficit nightmare.

The aim is to configure and plan a specific commitment focused on the three pillars of energy access, adaptation and mitigation. Engagement policies are set out in the PAAEDC report.

Technical Support / Financing / For sustainable and resilient cities.

The beneficiaries of the initiative at the African level are 132 cities and 34 countries. 7000 signatories in Italy / Spain mainly. The Covenant of Mayors will not help those who are already ahead in Europe.

Question:

Why cities and why local authorities?

Very strong urbanization and doubling of population by 2040, and 3 billion people in 2070.

Existing problems: Drought, dryness, and much of the economy of African countries is informal. Other problems High poverty, slums, and limited energy resources.

Access to energy (32%): Limited revenues of cities and countries make access to the energy of a major challenge. The transportation problem is essentially a problem of infrastructure.

The biggest priority for local governments is to get rid of all of these problems.

Low carbon energies should be used.

It is also important to work with local actors (universities, local authorities, NGOs) to promote sustainable production and consumption and a sustainable response to climate change.

In addition, there is the data challenge (Massive data challenge).

WHY SEACAP?

3 pillars: mitigation / adaptation / access to energy

=> 10.21% of the world population suffers from the lack of energy.

=> Reduce CO2 / increase resilience / increase security, sustainable energy.

Emission / risk and vulnerability / evaluation of access to energy.

Strong political support / commitment to ambitious goals / prioritization of actions / actions by 2030 / governance / engagement with investors and citizens / funding.

MITIGATION:

Large differences between global emissions and Sub-Saharan emissions. One must act in the most polluting sectors in CO₂: transport / tertiary sector / residential sector.

Questions:

How to collect data for the local / national / regional market?

ADAPTATION

Defining risks: water stress / health problems / reduction of fish stocks and crop yields.

ACCESS TO ENERGY:

More than 50% of people do not have access to electricity. It should therefore be ensured that the energy supply is more secure, sustainable and affordable.

DEBATE:

The problem of funding: a preliminary analysis of the funding that is available is necessary, before moving on to the implementation phase.

Are partners ready to contribute to the financing of energy plans?

Need for a political commitment which would help people get involved in sustainable energies.

There is a One-to-four ratio between the conventional energies and the renewable energies.

Need for a change in behavior: both collective and individual.

- Expertise France: cumbersome guidelines: what replicability? What commitment for the people (what means are needed to ensure this commitment)?

- Adaptation and mitigation, yes, but the question of access to energy is a bit neglected.

- Renewable energies: advanced technologies? How to apply them in a small town?

No simple answer to give: this depends on the size of cities for example.

In addition, a commitment from investors and citizens is necessary.

The mayor of a city of 60,000 inhabitants in Côte d'Ivoire mentioned the issue of the evolution of cities, the disappearance of some vegetal varieties, and the emergence of diseases related to hygiene.

The issue of funding:

Problem of waste / squalor. Link with energy (e.g. use gases to create thermal energy).

How to raise funds? At the national level or at the personal level?

A local government in South-East Morocco raised the issue of vegetal trade (acacia) / drought: dike and channels used in case of floods / waste collection / renewable energy: solar energy.

Funding: Local partners / Ministry of Agriculture / United Nations Funds.

Everyone needs to be involved in actions of mitigation, adaptation and access to energy because everyone is affected by climate change and energy consumption.

Sharing tools on the Internet is possible and desired.

The problem of waste and sanitation management and of their health impacts was raised. Some participants believe that there is no plan and that one should be created.

Benin: It is necessary to have a budget line / to levy taxes (on vehicles, trains, buses) to create funds for the financing of projects. There is a need for one competent executive (one person) within the local government who would be responsible solely for the implementation of this task: problem of training and availability.

The issue of transfers of funds to local authorities was raised.

Green Buildings: Buildings must take into account climate change and this issue needs to be mainstreamed into policies.

Need to integrate the private sector which will be the first winner because it will be providing services. If there is a plan, there will be funding.

- Adequate action plan?

Compare existing plans with the objectives of the CESEAP. Adaptation possible.

Capitalize on the experiences of local governments in renewable energies and transport. The goal is not to start everything from scratch again.

Networking between mayors is very important. Many cities in Africa have already started a process of implementing practical measures, as is the case, for example, in the cities of Kampala (Uganda), Dakar (Senegal), Cape Town (South Africa), and Oujda (Morocco) having put in place, according to the local situations, municipal waste improvement, gas recovery and other solutions.

Technical exchange around solutions already implemented.

Access to sustainable energy ... and in a sustainable manner. Plan: the need for people to get involved: to make sure that citizens get involved.

Morocco: an attempt in the cities of Rabat and Oujda to recycle waste by reducing nuisances and GHGs (greenhouse gases).

Problem of centralization: it is necessary to leave some prerogatives for the local governments.

=> Some municipalities encounter difficulties when it comes to mobilization of funding and development of plans.

=> How can the population get involved, get integrate into the plans? Various methodologies are available. There is a need to find different ways to do this.

Need to encourage the private sector and to find ways to collect taxes for local governments.

-The importance of solar energy.

Improve living conditions while respecting future generations.

-Energy and climate Yaoundé: need to have an objective and true reading of one's city. There is a need to have a good reading in terms of adaptation, mitigation and access to energy. There is a need for DATA. These are all planning tools.

Request for cooperation between local and international stakeholders.

The potential offered by wind and solar energy, as well as the energy coming from waste processing to be used in dry areas. But there is also a need to apply the grassroots-based (bottom-up) development approach.

Recommendations:

- Awareness and experience sharing ;
- Need for funding among local governments to develop action plans ;
- Citizens' commitment for changes to occur at the local level and action plans to be more operational ;
- Training of qualified senior staff who are able to educate not only citizens but also local governments on the issue of climate change ;
- The commitment of the mayors within the Covenant of Mayors in Sub-Saharan Africa (CoM SSA) to capitalize on the efforts made through a network of elected officials.